

Nombre de membres du Bureau :

- en exercice : 20
- membres présents : 17
- suffrages exprimés : 16
- pour : 16

DÉLIBÉRATION n° B2019/162

L'an deux mille dix-neuf et le 14 octobre à 18 heures 30, le Bureau de la Communauté de Communes du Plateau de Lannemezan s'est réuni au nombre prescrit par la loi à son siège social sous la Présidence de Monsieur Bernard PLANO.

Présents : Bernard PLANO, Henri FORGUES, Alain, PIASER, Catherine CORREGE, Michel SICARD, Elisabeth DUCUING, Monique MARTIN, Roger LACOME, Suzanne SIMOIS, Bruno FOURCADE, Joël DEVAUD, Jean-Pierre CABOS, Fabienne ROYO, Joëlle ABADIE, Laurent LAGES, Jean-Claude CLARENS, Alain DUCASSE

Absents excusés : Nathalie SALCUNI, François DABEZIES et Jean-Paul COMPAGNET

Objet : Finances - Attribution d'un fonds de concours à la commune de Pinas pour le financement de travaux de mise en sécurité du cheminement piétonnier le long de l'école et de la mairie.

Vu les articles 5111-4 et suivants du CGCT,

Vu l'article L. 5214-16-V du CGCT,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Pinas sollicitant un fonds de concours d'un montant de 2 193.00 € à la CCPL pour l'opération : Travaux de mise en sécurité du cheminement piétonnier le long de l'école et de la mairie.

Vu le plan de financement de l'opération,

Dépenses	En € HT	Recettes	En € HT
Opération de travaux de mise en sécurité du cheminement piétonnier le long de l'école et de la mairie	14 009.00 €	Fonds de concours CCPL	2 193.00 €
		Autofinancement commune	11 816.00 €
Total	14 009.00 €	Total	14 009.00 €

Monsieur Joël DEVAUD ne participe pas au vote.

LE BUREAU

Le Président entendu, après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix exprimées,

DECIDE

- d'accorder un fonds de concours d'un montant de 2 193.00 € à la commune de Pinas pour le financement de l'opération de travaux de mise en sécurité du cheminement piétonnier le long de l'école et de la mairie.

Pour copie conforme,

Le Président
Bernard PLANO



Affichée le 28 OCT. 2019

Monsieur le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Accusé de réception en préfecture
065-200070787-20191014-2019-162B-DE
Date de télétransmission : 28/10/2019
Date de réception préfecture : 28/10/2019